

MANDAT DE RECHERCHE EN FINANCEMENT IMMOBILIER PROFESSIONNEL

Je soussigné, l'emprunteur : ZETA SAS

- mandate SARL BA CREDIT COURTAGE pour rechercher en mon nom et pour mon compte un financement bancaire et selon les caractéristiques, ci-après mentionnés ;
- atteste que le dossier de présentation joint au présent mandat a été complété conjointement avec Sarl BA CREDIT COURTAGE avec mon autorisation expresse ;
- reconnais que Sarl BA CREDIT COURTAGE ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable des différends qui surviendraient avec le vendeur du bien à financer si les caractéristiques du financement consenti sont différentes de celles figurant au compromis de vente signé ;
- Certifie que tous les renseignements figurant dans ce dossier sont sincères et exacts ; et que ce dossier a été établi à l'aide de documents authentiques et véritables fournis par moi-même.

En rémunération de ce mandat et de la mise en relation avec l'établissement de crédit qui m'aura accordé le financement accepté par mes soins, je verserai à SARL BA CREDIT COURTAGE des honoraires¹ d'un montant de : 3000€ (*en chiffres*) (...trois mille euros (*en lettres*)),

, et ce postérieurement au 1^{er} débloqué de fonds².

Fait à Bou, le 14-11-2016 en deux exemplaires (un pour l'emprunteur et un pour SARL BA CREDIT COURTAGE)

Bon pour mandat
V. Roussel
L'Emprunteur
Signature précédée de la mention
« bon pour mandat »

Pour Sarl BA CREDIT COURTAGE
Signature précédée de la mention
« bon pour acceptation du mandat »

¹ Ces documents originaux et confidentiels ne pourront être communiqués qu'aux partenaires de la SARL BA CREDIT COURTAGE dans le cadre de recherche de financement objet du présent mandat et sous couvert du secret professionnel. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

¹ Honoraires non soumis à TVA selon l'article 261 C du Code général des impôts

³ Aucun versement de quelque nature que ce soit ne peut être exigé d'un particulier, avant l'obtention d'un ou plusieurs prêts d'argent. Conformément à l'article L.312-5 du Code de la consommation, pour toutes opérations visées à l'article L. 312-2 dudit Code, l'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de dix jours ; la vente est subordonnée à l'obtention du prêt, à défaut de l'obtention de ce prêt, le vendeur doit lui rembourser les sommes versées.

Je certifie exacts, sincères et exhaustifs les renseignements figurant sur la demande de prêt ci-jointe ainsi que les documents que j'ai réunis pour justifier de ma situation financière et patrimoniale, portant notamment sur :

- La description de ma situation d'endettement,
- La composition de mon patrimoine, en meubles et immeubles
- Le niveau de mes ressources et revenus

Je reconnais avoir été informé(e) qu'en cas de fausse déclaration, je serais constitué(e) débiteur/débitrice de mauvaise foi et serais susceptible en conséquence, sous réserve de l'appréciation des tribunaux, d'être déchu(e/s/es) du bénéfice des articles L331-1 à L 333-8 du Code de la consommation, relatifs au règlement des situations de surendettement des particuliers et des familles.

Les informations me concernant, recueillies sur ce questionnaire, pourraient être traitées de façon automatisée. Ces informations ne seront pas utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure que pour les seules nécessités du mandat de recherche de financement ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

A tout instant, au cours de nos relations, je bénéficierai de par la loi, d'un droit d'accès aux fichiers de l'organisme prêteur avec possibilité de rectifier les erreurs qui auraient pu être commises (loi n°78-17 du 06.01.78).

Les incidents de paiement liés au crédit feront l'objet d'une inscription à un fichier national géré par la Banque de France. Il est soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, conformément à l'article L 333-4 et L 333-5 du Code de la Consommation.

Je soussigné(e) :

Agissant comme () emprunteur(s) () caution

Demeurant :

Atteste sur l'honneur que mes seuls crédits actuellement en cours de remboursement sont les suivants :

ORGANISME PRETEUR	TYPE DE PRET	DATE DE DEBUT	DATE DE FIN	CAPITAL INITIAL	CAPITAL RESTANT DU	MENSUALITE
	Voix document	ci joint pour	Auditede -			

Je certifie ne pas avoir d'autres projets d'investissement immobilier en cours ou prévu(s) devant faire l'objet d'une demande de prêt dans un autre établissement

Fait à Boos Le 14-11-2016
 Nom, Prénom et signature de l'emprunteur (ou caution)

V. Raissat
